

Chers-es Camarades,

Tout d'abord la direction confédérale tient à saluer l'ensemble des camarades qui participent à cette conférence régionale commune des deux comités régionaux auvergne et Rhône alpes.

Le dernier CCN a réaffirmé qu'il nous faut une CGT à l'offensive sur les questions sociales à partir de propositions revendicatives concrètes sur les questions de conditions de travail, de temps de travail, de pouvoir d'achat, de protection sociale, d'emplois en réaffirmant les enjeux de santé, de développement de l'industrie indissociable du développement des services publics.

Une démarche revendicative de conquêtes sociales réaffirmant l'exigence de droits syndicaux et de libertés syndicales.

Un état d'esprit visant, dans les semaines et mois à venir, à ce que les questions sociales, au cœur des préoccupations des salariés, soient mise en avant dans le cadre de la campagne des présidentielles pour sortir du discours tout sécuritaire générateur d'amalgames, de stigmatisations, de divisions favorisant l'extrême droite.

Leur thèse c'est que les inégalité, de revenus, de statut social, de culture, de religion, de pays d'origine seraient ou sont inexorables. Il s'agit de combattre ces conceptions.

Dans la période, Il nous faut donc rester extrêmement vigilant et condamner toutes tentatives d'opposition des salariés et des citoyens en combattant les amalgames générant encore plus de ruptures.

Il ne peut être question de rester en retrait face aux évolutions, en France, dans le monde et en Europe sur fond de crise du capitalisme et ses effets : de l'élection de TRUMP, meeting des nationalistes en Pologne,, au BREXIT anglais, aux conflits et guerres, avec l'intolérable situation d'Alep, au rejet et stigmatisation des réfugiés.

Les politiques, du moins ceux du camp d'en face, les patrons ont des propos de plus en plus décomplexés pour attaquer la CGT, les

syndicalistes et jouer sur la peur de l'autre dans un cadre de casse sociale.

Tout cela a plusieurs objectifs.

Dévoier le débat des présidentielles, détourner l'attention des vrais problèmes du pays, préparer le terrain à de nouvelles régressions sociales et faire payer à la seule CGT le mouvement contre la loi travail. Des programmes qui en disent long : de la suppression de milliers de fonctionnaires, la suppression de l'impôt sur la fortune, la baisse des cotisations patronales et de l'impôt sur les sociétés, la fin du soit disant monopole syndical, l'abrogation de la durée réglementaire du travail et des 35h, la baisse des indemnités chômage, le plafonnement des allocations sociales, le recul de l'âge de la retraite, la destruction des services publics, ...

Il est de la responsabilité de la CGT et de ses militants de faire émerger ces questions dès maintenant afin que le SOCIAL ne soit pas renvoyé après les échéances électorales à venir en 2017.

Donc, mettre en avant nos propositions revendicatives et la mobilisation des salariés : mettre plus que jamais en œuvre notre démarche revendicative, accentuer notre rapport aux salariés, incluant notre influence et notre représentativité aux élections professionnelles et travailler la syndicalisation.

Nous devons redonner des motifs d'espérer et donner des perspectives, redonner du sens, produire du commun et conforter les valeurs qui font société, le penser ensemble et le vivre ensemble.

Ce qui nous est posé et c'est le sens de votre conférence, c'est ..

Quelle utilité du syndicalisme et particulièrement de la CGT, acteur syndical et politique dans le sens de l'intérêt de la société, dans la relation capital travail dans le contexte actuel et pas celui que l'on voudrait qu'il soit.

Plus que jamais une question est posée, celle de notre rapport aux salariés et d'être l'outil le plus efficace pour répondre à leurs revendications à tous les niveaux. J'aborderai qu'une partie de ce sujet. Ainsi les réformes et lois, à l'instar de la loi travail, et les modifications des institutions visent à abaisser les droits et les garanties collectives des salariés.

Il s'agit pour nous avec eux de construire des alternatives à partir de nos cahiers revendicatifs et lier le local au global.

En même temps, nous cherchons à répondre aux problématiques de luttes et de stratégie, de convergences des luttes, d'ancrage à l'entreprise, mais aussi d'avancer concrètement sur des projets de territoires alternatifs ... mais il reste encore à poursuivre ce travail en améliorant notre manière de travailler entre profession et territoire. Tout le monde ne met pas la même chose derrière la notion de convergence de luttes, dans la notion de travail croisé, ce n'est pas qu'une conception seulement et uniquement de solidarité si noble soit elle.

C'est comment ensemble à partir de nos contestations et nos propositions, et nos cahiers revendicatifs nous bâtissons des projets syndicaux ...pour ici régionaux.. où chacun s'y retrouve en comprenant que tout est imbriqué.

Parce que l'intérêt des uns passe par celui des autres, et que nos luttes seront plus fortes.

La dimension ancrage à l'entreprise est de plus en plus évidente et travailler par les organisations même si perdurent des difficultés.

D'ailleurs, chaque jour, les salariés de nombreux secteurs professionnels se mobilisent et gagnent sur leurs revendications. Il y a donc des raisons d'espérer .

Maintenant, il nous faut mieux travailler l'articulation ancrage à l'entreprise, luttes dans les entreprises, dans les territoires et convergences et action interprofessionnelle.

Face aux modifications institutionnelles largement évoquées (loi notre et maptam), phénomène de métropolisation.

Nous ne pouvons plus nous présenter de manière dispersée devant des adversaires très ordonnés, très organisés dont les orientations sont très cohérentes.

A l'image des premiers schéma régionaux de développement économiques portés par les nouveaux présidents de région.

Les régions sont attaquées sur leurs fondements économiques, sur leurs mécanismes assurant les équilibres sociaux, alors qu'elles ont besoin d'une relance forte de son économie productive et des moyens importants pour bénéficier de services publics de qualité, à partir d'une autre répartition des richesses.

Des richesses qui tendent à se concentrer pour spécialiser les territoires.

Ces schémas qui constituent les pierres angulaires des orientations des régions pour les 5 ans à venir, sont donc tournés exclusivement vers la réponse aux besoins des entreprises sans aucun discernement, sans aucune condition et probablement sans aucune évaluation régionale, avec en fond, la mise en avant des identités régionales au détriment de l'unité républicaine.

Nous le savions, la finalité du « big bang » territorial n'était pas d'améliorer l'efficacité des Services publics pour répondre aux besoins des populations et pour un aménagement durable du territoire, ou encore pour relancer les filières industrielles mais bel et bien pour satisfaire aux injonctions du Traité Européen et de s'adapter coûte que coûte aux règles d'un marché débridé.

Au final, à n'en pas douter, ces choix vont se traduire par un gonflement de la facture fiscale et de la tarification des Services publics pénalisant les ménages.

Nous le voyons les territoires subissent des modifications profondes, ils ne doivent pas devenir le terrain de jeu des entreprises.

Face à ce constat, la CGT doit combattre, mais être porteuse de propositions construites par ses organisations professionnelles et interprofessionnelles.

Des propositions qui ont l'ambition de combler les inégalités sociales et territoriales en favorisant le développement économique.. par une politique d'aménagement du territoire et de développement des services publics.

Pour nous, il s'agit bien de remettre également partout à l'ordre du jour la reconquête industrielle au cœur du développement économique en développant des logiques de filière et de coopération entre profession, développer l'économie sociale et solidaire contribuer quand c'est possible que les aides se portent sur la modernisation de l'appareil productif, ou à la reprise de sites par les salariés, et bien évidemment, nous exigeons la mise en place d'une politique de contrôle et d'évaluation des aides publiques avec la participation des organisations syndicales, et favoriser une politique d'émancipation s'agissant de la formation professionnelle.

Le CCN dernier a apporté des éléments d'analyse notamment sur nos insuffisances toujours très liées à notre proximité avec les salariés et notre capacité à débattre avec eux de leur vécu au travail, de leurs revendications en portant nos propositions concrètes.

La proximité de leur attentes et de leur besoins, se jouent aussi dans notre capacité à porter des projets territoriaux qui contribuent à l'amélioration de leur quotidien, dans le travail, et ouvrent des perspectives.

Une CGT audible, visible, et crédible, partout à tous les niveaux, en région mais pas au détriments des autres structures mais complémentaires, c'est ce que nous voulons porter.

D'ailleurs le débat au CCN sur les enjeux de l'industrie, en lien avec la défense des services publics, sous l'angle « un territoire, un projet » a d'une part été extrêmement apprécié et a d'autre part, débouché sur des propositions et un plan de travail concrets..

Il s'agit bien de travailler à partir de projets industriels concrets, croisés professions et territoires en les recensant.

Nous proposons que les assises de l'Industrie se déroulent le 22 février 2017, à la cité de l'industrie, en ciblant 1000 participants sur le thème « En route pour l'industrie, 1000 à Paris ».

Il s'agit bien de cibler toutes les organisations : fédérations de l'industrie et des services publics, Unions Départementales et t les Comités Régionaux.

En effet, 2 mois pour les organiser peuvent sembler courts, mais c'est à portée de main avec l'implication de toutes les organisations et l'impulsion confédérale. Des objectifs chiffrés par organisation sont proposés.

Le CCN a validé la proposition d'une journée nationale de mobilisation en mars 2017. Nous proposons le 21 mars 2017 comme « printemps de l'industrie », pour des mobilisations dans chaque territoire autour de projets dans un travail croisé fédérations et territoires, avec des conférences de presse.

L'impulsion de la diffusion du livret Industrie est indispensable pour réussir ces initiatives. Un plan de communication avec d'autres outils et supports sera proposé.

Une CGT qui se veut à l'offensive sur toutes les questions revendicatives à l'image de notre campagne sur les 32 heures en ancrant dans les entreprises, ça veut dire une CGT qui travaille, et qui devra aussi améliorer sa la qualité à sa vie syndicale tout en réaffirmant ses règles de vie et ses chartes.

Le CCN a été assez lucide sur ces questions insistant sur la nécessaire responsabilisation de toutes les organisations et réaffirmant le rôle légitime et essentiel du syndicat, organe de base de la CGT.

C'est tout l'objet du plan de visite des syndicats, qui est d'autant plus primordial, que l'on constate que nos organisations, et particulièrement nos syndicats ont besoin d'aide.

C'est peut être aussi l'occasion de continuer de convaincre sur les enjeux de déploiement avec des plans de travail identifiant des cibles, et de long terme en direction de toutes les catégories de salariés.

Construire et établir le rapport de force, veut dire également une CGT influente et représentative, avec de bons résultats aux élections professionnelles, et une augmentation du nombre de syndiqués.

Concernant les élections TPE, nous avons vécu la parodie et les grandes manœuvres, amenant à leur report que certains voudrait nous incomber.

Inacceptable !

Mais loin de nous amener à la résignation, nous assistons à une dynamique et une détermination renforcées de nos militants, pour mener la campagne auprès des salariés. Nous devons ré-insister pour que l'on aille à leur rencontre..

Voilà travaillons à l'évolutions de nos structures en confiance, ne nous portons pas de mauvaises intentions mais au contraire soyons rassemblés autour de ce qui nous occupe, avancer vers le progrès social.

Nous voulons tous une CGT visible, offensive, présente et crédible à et efficace et cela dès la rentrée de janvier et dans les semaines et mois

suis, dans un contexte où les élections présidentielles occuperont malgré nous, de par les médias, les débats et les discours, le terrain. Il nous faut veiller à l'articulation, la complémentarité et la cohérence de nos différentes propositions pour que nos organisations s'en saisissent et ne le vivent pas comme un empilage de plan de travail.

Je finirais par quelques mots concernant Bruno Bouvier pour saluer son travail au sein de cette région depuis de nombreuses années, et qui a contribué largement à la prise en compte par nombre de militants des enjeux territoriaux, la qualité de ses analyses, la justesse de ces points de vue, sa disponibilité, sa gentillesse caractérise Bruno, et je veux aussi personnellement lui dire combien je l'apprécie et combien il a contribué par l'animation des réunions des comités régionaux à ce que les secrétaires régionaux comme moi se sentent un peu moins seuls dans l'exercice de leur mandats

Merci à tous et vive la Cgt